

SIEGA

Représenté par Albert T.AHOSSIN
Expert-comptable diplômé
DESS en marketing
DES en banque (CMM)
Commissaire aux comptes
N° OECCA: 002-EC
01 BP: 473 Cotonou 01 RB

ExCCA

Représenté par Jean HOUNSOULIN
Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
N° OECCA: 018-EC
03 BP 493 Cotonou

**COMPAGNIE BENINOISE DE NAVIGATION MARITIME
(CO.BE.NA.M.) SA**

**RAPPORTS DEFINITIFS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

NOVEMBRE 2017

COMPAGNIE BENINOISE DE NAVIGATION MARITIME (COBENAM) SA

SOMMAIRE

	Pages
Rapport général des Commissaires aux comptes	3
Rapport spécial des Commissaires aux comptes	9
Annexe1 : Etats financiers exercice 2016	13
Annexe 2 : Lettre d'affirmation	14

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compagnie Béninoise de Navigation Maritime (CO.BE.NA.M.) SA
Siège social : Rue 638-B, Quartier Ganhi
01 B.P. 2032 Cotonou – Bénin
Téls : (00229) 21313287/21313330

Rapport général des Commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2016

Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le décret n°2016-209 du 04 avril 2016 du Président de la République, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Compagnie Béninoise de Navigation Maritime (CO.BE.NA.M.) SA, tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par la direction. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous formulons des réserves sur les points suivants :

1.1 Suivi des réserves des exercices antérieurs

Au 31 décembre 2015, les soldes des comptes fournisseurs Port Autonome de Cotonou (PAC) et Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP),

présentaient des écarts inexpliqués, respectifs de FCFA 1 007 millions et 385 millions avec les soldes confirmés par ces deux entités en 2013.

Au 31 décembre 2016, n'ayant obtenu aucune réponse à nos demandes de confirmation des soldes fournisseurs et n'ayant obtenu d'informations ou de données sur une évolution significative de la situation de ces deux fournisseurs, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère exhaustif du solde des dettes fournisseurs de FCFA 1 302 272 641 figurant dans les états financiers au 31 décembre 2016.

1.2 Réserves de l'exercice

- Incertitude sur le chiffre d'affaires, les créances clients, les créances douteuses et les provisions pour dépréciation des clients douteux

Les faiblesses des procédures et du système de gestion puis de suivi de la facturation ainsi que du recouvrement des créances clients et l'absence d'interface avec le système comptable ne nous ont pas permis d'une part de nous assurer que la comptabilité générale ait pris en compte l'exhaustivité du chiffre d'affaires et des paiements effectués par les clients et d'autre part de procéder aux analyses nécessaires pour nous assurer que les comptes clients aient été correctement apurés. De même, les règles de déclassement et de provisionnement des créances douteuses n'ont pas été décrites et appliquées. En effet :

- Le solde de chaque compte client n'a pas été analysé ou lettré pour faire ressortir les factures qui n'ont pas été réglées et aucun suivi efficace n'est effectué tant au niveau des factures clients émises qu'au niveau des règlements effectués par chaque client au cours de l'année. Nous ne sommes donc pas en mesure de nous prononcer sur les mouvements totaux débits et crédits respectivement de FCFA 1 915 145 028 et FCFA 1 035 296 112 comptabilisés sur les comptes clients au cours de l'exercice 2016 ;
- Parmi les créances clients, il existe des clients totalisant des soldes d'ouverture de FCFA 73 654 648 qui n'ont enregistré aucun mouvement au cours de l'exercice 2016 ;

- Parmi les créances clients, il existe des clients totalisant un solde d'ouverture de FCFA 1 050 121 117 pour lesquelles les encours ont été augmentés de FCFA 898 810 674 pour atteindre un niveau de FCFA 1 948 931 791 à la clôture de l'exercice. Dans ces clients, il en existe qui détiennent des créances déclassées en créances douteuses et dont les soldes d'ouverture n'ont connu aucune évolution en 2016.
- Sur le montant total de FCFA 2 404 140 224 de solde à l'ouverture des créances douteuses figurant dans les comptes de la société, aucun recouvrement n'a été effectué au cours de l'exercice 2016 ;
- Le système de gestion en place n'a pas prévu de règles de déclassement et de provisionnement des créances et ne permet pas aussi d'obtenir une balance âgée des comptes de tiers. Aussi, aucune analyse n'a été faite par la société pour identifier les montants des créances pour lesquelles la constitution d'une provision pour dépréciation est nécessaire. L'application de ces règles, si elles existaient, aurait révélé au 31 décembre 2016, l'existence de créances douteuses et la constitution de nouvelles provisions pour dépréciation qui auraient un impact significatif sur le compte de résultat de l'exercice 2016. Le solde de FCFA 2 421 149 471 du compte « provisions pour dépréciation des créances douteuses » n'est donc pas justifié du fait qu'il n'a pas varié au cours de l'exercice 2016 et est anormalement supérieur de FCFA 17 009 247 au montant des créances douteuses.

- **Non justification du solde du compte « 47115320000 Redevances réglées Trésor consignataires » de FCFA 90 862 873**

Les règlements des redevances facturées aux clients (consignataires) sont effectués sur un compte du Trésor Public et sont suivis dans les livres comptables de la COBENAM à travers le compte « 47115320000 Redevances réglées Trésor consignataires ». Les mouvements débits de l'exercice 2016 de FCFA 565 632 911 de ce compte qui représentent les paiements de redevances effectués par les clients ne sont pas détaillés et justifiés par clients ; de plus, ils ne sont pas rapprochés des mouvements crédits enregistrés sur les comptes clients pour justifier les écarts qui se dégagent.

Les lettres de confirmation de soldes adressées aux clients sur la base de la balance générale et de l'état des créances au 31 décembre 2016 sont restées sans réponses.

L'impossibilité de valider les soldes du chiffre d'affaires et des créances sur les clients au moyen d'autres procédures ne nous permettent pas de nous prononcer sur :

- l'exhaustivité du chiffre d'affaires de FCFA 1 474 865 100 inscrits dans le compte de résultat de l'exercice 2016 ;
- l'exhaustivité, la réalité et le caractère recouvrable ou non des soldes comptables relatifs aux créances commerciales nettes de 2 051 836 826 FCFA et au solde du compte « 47115320000 Redevances réglées Trésor consignataires » de FCFA 90 862 873 inscrits dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- le caractère non justifié de la provision pour dépréciation des clients douteux de FCFA 2 421 149 471 qui n'a pas été mouvementé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sous les réserves ci-dessus évoquées, nous certifions que les états financiers annuels de la COBENAM sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la COBENAM SA à la fin dudit exercice.

2. Vérifications et informations spécifiques

En notre qualité de commissaire aux comptes et conformément à la loi et aux normes de la profession, nous avons également procédé à la vérification du respect des règles légales et statutaires. A l'issue de notre vérification, nos constatations sont les suivantes :

- Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport d'activité du Directeur général et dans les documents adressés aux Administrateurs sur la situation financière et les états financiers annuels.

- Les livres légaux ci-après n'ont pas été mis à notre disposition afin de nous permettre de nous assurer qu'ils aient été cotés et paraphés et qu'ils sont tenus conformément aux dispositions de l'article 19 du droit comptable de l'OHADA : le livre journal, le livre d'inventaire, le grand-livre. Il en est de même, des livres obligatoires exigés par l'article 20 du code des impôts (livre des achats, livre des frais généraux, livre de paye, livres des ventes et des prestations, livre de trésorerie).
- Le registre des actions n'a pas été mis à notre disposition afin de nous permettre de nous assurer de son existence et de sa bonne tenue conformément aux dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cotonou, le 30 novembre 2017



GROUPE SIEGA

Les Commissaires aux comptes

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INFORMATIQUE,
D'ÉTUDES, D'EXPERTISE COMPTABLE, DE
GESTION ET D'AUDIT, BUREAU D'ÉTUDES

TEL: 60 12 82 82 / 62 87 49 75 / 97 22 24 24 / 95 45 45 52

01 BP 473 COTONOU 01 RB

SIEGA

Représenté par Albert T. AHOSSIN

Expert-comptable diplômé

DESS en marketing

DES en banque (CMM)

Commissaire aux comptes

N° OECCA: 002-EC

01 BP: 473 Cotonou 01 RB



ExCCA

Représenté par Jean HOUNSOULIN

Expert-comptable diplômé

Commissaire aux comptes

N° OECCA: 018-EC

03 BP 493 Cotonou